



Évane : une étude sur les déterminant du vécu et des pratiques parentales des parents d'enfant de 0 à 2 ans – Mentions légales

Vu l'avis favorable du Conseil national de l'information statistique (Cnis), cette étude, reconnue d'intérêt général et de qualité statistique, est obligatoire, en application de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. Elle a obtenu le visa n°2024X070SA du Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, valable pour l'année 2024 – Arrêté en date du 10 juillet 2024.

Vu le caractère obligatoire de cette étude, en cas de défaut de réponse, les personnes enquêtées peuvent être l'objet de l'amende prévue à l'article 131-13 du code pénal.

Le règlement général 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données (RGPD) ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent à la présente étude.

Santé publique France est responsable du traitement de données qui est fondé sur la réalisation d'un intérêt public et la réalisation d'une recherche scientifique dans le domaine de la santé qui a été autorisé par la Commission nationale informatique et libertés (Cnil). Ipsos, prestataire de Santé publique France habilité par le Comité du secret de la statistique publique, est seul destinataire des données d'identification (nom, prénom et coordonnées), ainsi que les Archives de France, conformément aux dispositions de l'article L. 212-4 du code du patrimoine.

Ces données d'identification seront conservées par Ipsos au maximum 6 mois à compter de la fin de la collecte, et pendant 3 ans si vous acceptez de les communiquer pour être recontacté(e) à des fins d'études ultérieures. Ces données d'identification nécessaires à la prise de contact par Ipsos sont issues de la base de données de la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf) sous la responsabilité de la Cnaf. Elles portent sur la personne enquêtée mais aussi sur les membres de son foyer (enfants et partenaire).

Les réponses à ce questionnaire sont protégées par le secret statistique et destinées à Santé publique France. Elles seront conservées par Santé publique France sous une forme pseudonymisée (c'est-à-dire sans les prénom, nom et coordonnées des personnes) pendant 10 ans à compter de la fin de la collecte, pour les besoins de l'étude. Elles seront archivées au-delà de cette durée. À tout moment leur usage et leur accès seront strictement contrôlés et limités à l'élaboration de statistiques ou à des travaux de recherches scientifiques ou historiques. Elles pourront être mises à disposition d'équipes de recherche dans le respect des

dispositions relatives au secret statistique et à la protection des données à caractère personnel.

Exercice de vos droits

Conformément à la loi, vous pouvez exercer un droit d'accès, d'opposition, de rectification, de suppression (le droit de suppression ne pourra s'appliquer si ce droit est susceptible de compromettre gravement la réalisation des objectifs de l'étude) ou de limitation de traitement pour les données vous concernant ou concernant la santé de votre enfant pendant la période de conservation des données d'identification.

Ces droits peuvent être exercés auprès du délégué à la protection des données d'Ipsos :

- Par mail : dpo.france@ipsos.com
- Par courrier : Ipsos - Data Protection Officer - 35 rue du Val de Marne, 75013 Paris.

La mise en œuvre des droits d'accès et de rectification, nécessitera la transmission d'un document officiel attestant de votre identité.

Pour toute question relative au traitement de vos données, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données de Santé publique France à l'adresse dpo@santepubliquefrance.fr.

Vous pouvez également, si vous l'estimez nécessaire, adresser une réclamation auprès de la Cnil (<https://www.cnil.fr>).